

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article7580>

Espionnage illicite : les renseignements extérieurs allemands sur la sellette

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2008

Spyworld Actu

Le BND, service de renseignement extérieur allemand, était sous le feu des critiques jeudi pour un scandale d'écoutes illicites qui a notamment visé un ministre afghan.

L'affaire, révélée la semaine dernière, concerne la surveillance par le BND des courriels d'une journaliste allemande, Susanne Koelbl, chargée au prestigieux hebdomadaire Der Spiegel des dossiers concernant l'Afghanistan et qui correspondait avec un ministre afghan.

Cette surveillance, réalisée au mépris de la loi entre juin et novembre 2006, a constitué une "grave violation des droits fondamentaux" de Mme Koelbl, a fustigé, dans une déclaration adoptée jeudi après-midi, la commission parlementaire de contrôle du BND.

Mme Koelbl n'est pas la seule victime de ce scandale, qui survient après une série de dysfonctionnements ayant entaché ces dernières années la réputation des renseignements extérieurs.

Dans le cadre de la surveillance de Mme Koelbl, le BND a même installé un "cheval de Troie" informatique sur l'ordinateur du ministre afghan, afin d'espionner ses échanges avec la journaliste du Spiegel.

Jeudi, le Spiegel a révélé sur son site internet le nom de ce responsable afghan : il s'agit selon lui du ministre du Commerce et de l'Industrie Amin Farhang, qui a longtemps vécu en Allemagne et a la nationalité allemande.

Le Spiegel a précisé que c'était "avec l'accord" de l'intéressé qu'il avait rendu public son nom. M. Farhang est un informateur du magazine d'investigation, a encore précisé l'hebdomadaire, qui examine actuellement les suites judiciaires à donner à l'espionnage de Mme Koelbl.

"Avec ce mensonge absurde, selon lequel je serais une sorte d'agent double, ma vie et celle de ma famille sont en grand danger", a réagi M. Farhang dans une interview au quotidien régional Neue Osnabrücker Zeitung à paraître vendredi. "Cet assassinat de ma réputation et les mesures d'écoutes sont un scandale sans précédent", s'est offusqué ce proche du président afghan Hamid Karsai.

"J'ai perdu confiance et part du principe que les agents allemands continuent de surveiller mes échanges téléphoniques et mails", a-t-il ajouté.

Jeudi, les députés membres de la commission de contrôle du BND ont exprimé dans une déclaration leur mauvaise humeur devant le fait que le chef du BND, Ernst Uhrlau, n'a lui-même été informé que tardivement des dérives au sein de son service, et surtout qu'il n'en a pas informé le parlement.

"La confiance entre la commission de contrôle et la direction du BND a été ébranlée", ont commenté les députés, dont certains avaient auparavant réclamé la démission de M. Uhrlau.

Selon Hans-Peter Uhl, responsable des Unions conservatrices (CDU/CSU) de la chancelière Angela Merkel dans cette instance parlementaire, une nouvelle loi sera présentée d'ici l'été au parlement pour renforcer le contrôle des députés sur le BND.

Cette affaire tombe mal pour les renseignements extérieurs, déjà mis en cause ces dernières années dans plusieurs scandales, et notamment par des révélations, en mai 2006, selon lesquelles ils avaient espionné des journalistes

allemands, pour tenter d'élucider une affaire de fuites dans leurs propres rangs.

Quelques semaines auparavant, en avril 2006, les députés allemands avaient créé une commission d'enquête sur le BND, chargée notamment de vérifier s'il avait collaboré avec la CIA au moment de la guerre en Irak en 2003, un conflit que le gouvernement de Gerhard Schröder avait pourtant formellement désapprouvé.

Plus récemment, le BND a reconnu avoir été au courant de l'entraînement de forces de sécurité libyennes par des policiers allemands, en congés ou à la retraite, sans pour autant en avoir averti le gouvernement de Berlin.

Post-scriptum :

<http://www.romandie.com/ats/news/08...>